

Quelle école, quel avenir pour nos enfants ?

Le gouvernement confirme sa politique de réduction du nombre de fonctionnaires et en particulier dans l'éducation nationale : cela se traduit par la suppression de 16 000 postes d'enseignants pour la rentrée 2011. Depuis le début du quinquennat cela fera 66 400 postes supprimés soit 8 % des effectifs.

Dans la Haute-Garonne, 43 classes fermeront, 16 autres seront bloquées en élémentaire. Pour 2011 l'académie de Toulouse aura 182 postes d'enseignants en moins pour une augmentation de 4 147 élèves. Concrètement, vos enfants seront plus nombreux par classe soit : la moitié des écoles de Haute-Garonne aura un nombre moyen d'élèves par classe supérieur à 25 (effectif au-delà duquel s'accroît l'échec scolaire) et plus de 40 écoles auront une moyenne supérieure à 30 (dont 10 sont des écoles élémentaires).

Rappelons que :

- les nouveaux enseignants n'ont pratiquement plus de formation ;
- les RASED (réseau d'aide et de suivi pour les enfants en difficultés) ont pratiquement disparu ;
- l'enseignement des langues étrangères obligatoires à l'école élémentaire ne bénéficiera plus d'aucun intervenant extérieur ;
 - le taux de scolarisation des moins de 3 ans sera réduit de moins de 5 %, que se passera-t-il pour les enfants qui n'ont plus de place en crèche ? Certains parents ne pourront pas assumer une charge financière supplémentaire.

Le ministère de l'Éducation continue de détruire le primaire selon une logique budgétaire. Avec un bilan en matière d'éducation qui nous rapproche plus des pays en voie de développement que des pays développés.

- La part de la richesse produite en France (PIB) consacrée à l'éducation ne cesse de diminuer depuis 10 ans (alors qu'elle augmente dans nombre de pays de l'OCDE),

- Les dépenses moyennes par élève au primaire en France sont parmi les plus faibles des pays de l'OCDE,

- Le taux d'encadrement dans le premier degré est inférieur de près de 20 % à la moyenne des pays de l'OCDE.

En conséquence toutes ces mesures de démolition de l'école publique pour tous se traduisent par un accroissement des inégalités entre les élèves (comme l'a déjà dénoncé l'étude PISA en 2009) et une nouvelle dégradation des conditions d'accueil des élèves.